

## Education: polémique sur un atelier de formation "en non-mixité" prévu par un syndicat

Paris, 21 nov. 2017 (AFP) -

Le syndicat Sud-Education en Seine-Saint-Denis organise mi-décembre des ateliers de formation destinés aux enseignants, dont deux se feront "en non-mixité", une précision qui déclenche une polémique sur les réseaux sociaux depuis le début de semaine et a fait réagir le ministre de l'Education.

Sud-Education 93 convie les enseignants, sur son site, à participer à un stage de deux jours intitulé "Au croisement des oppressions. Où en est-on de l'antiracisme à l'école?".

Dans la série d'ateliers organisés, deux se dérouleront en "non-mixité", selon le programme affiché sur le site, qui précise par ailleurs que le stage est quasiment complet. "Pratiques de classes: outils pour déconstruire les préjugés de race, de genre et de classe" le lundi matin et "atelier récit d'expérience: quelle vie professionnelle pour les enseignant-e-s racisé-e-s?".

Interrogé par l'AFP pour savoir ce que signifiait "en non-mixité", un représentant de Sud-Education 93 a précisé que l'équipe avait "décidé collectivement de ne pas commenter".

Les groupes en non-mixité peuvent être réservés à des personnes "racisées" (qui s'estiment victimes de préjugés ou de discrimination racistes en raison de leur origine), à des personnes se réclamant du genre féminin ou du genre masculin.

Les partisans des réunions en non-mixité font valoir que la parole des concernés s'exprime moins librement sous le regard de personnes qui n'appartiennent pas à leurs groupes.

Dans un tweet publié lundi, le ministre de l'Education Jean-Michel Blanquer "condamne avec fermeté le projet d'une réunion syndicale triant les membres sur la base de leur origine".

Dans un communiqué, Sud-Education 93 note que le stage est sur le site depuis la mi-octobre, "sans avoir suscité la moindre réaction". Le ministre a réagi après un post sur la page Facebook d'un site d'extrême droite et du mouvement anti-raciste Licra, selon Sud-Education, qui dénonce l'expression "tri des origines" dans la bouche du ministre.

Le syndicat, minoritaire dans l'Education nationale, indique qu'un dépôt de plainte "est en cours" concernant des insultes téléphoniques reçues ces derniers jours.

fmp/ito/epe/kp

Afp le 21 nov. 17 à 12 59.